

ESPACES OCÉANIQUES ET VOIES MARITIMES, CLEFS DE COMPRÉHENSION DE LA GÉOPOLITIQUE GLOBALE DE DONALD TRUMP



HUGUES EUDELINÉ

NOTE D'ACTUALITÉ 96, MARS 2025



L'Institut Thomas More est un think tank libre et indépendant, basé à Bruxelles et Paris. Il est la fois un laboratoire de solutions innovantes, un centre d'expertise et un relais d'influence.

La démarche de l'Institut se fonde sur les valeurs proclamées dans sa Charte : la liberté et la responsabilité, le respect de la dignité de la personne, la subsidiarité, l'économie de marché, les valeurs universelles qui sont l'héritage commun des pays européens.

Paris

8, rue Monsigny
F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45
B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Les nouvelles orientations stratégiques données aux États-Unis par Donald Trump font couler beaucoup d'encre depuis quelques semaines. Ses prises de positions tranchées, sinon brutales, l'agressivité de certains de ses propos, souvent à l'endroit de ses alliés, déconcertent et heurtent bien des acteurs comme bien des observateurs. Dans cette brève note, Hugues Eudeline propose une clef de compréhension qui permet de ramener un peu de rationalité dans ce grand chambardement géopolitique. A travers l'analyse de l'importance géostratégique de l'océan Arctique et le rappel de ce qui se joue autour du canal du Panama, il montre que les espaces océaniques, les voies maritimes et leur maîtrise constituent les véritables enjeux de la rivalité entre les États-Unis et la Chine. La thalassocratie chinoise est plus que jamais dans la ligne de mire du président américain.

Avant même de prêter serment, le président Donald Trump annonçait vouloir conduire agressivement les relations internationales vis-à-vis de toutes les puissances en compétition commerciale avec les États-Unis d'Amérique. Le jour même de sa prise de fonction, il mettait en œuvre sa politique en signant sans délai de nombreux décrets présidentiels allant dans ce sens. Cette rapidité d'exécution, à l'évidence minutieusement préparée, privilégie les intérêts économiques au détriment des alliances militaires. Ce faisant, le président Trump inverse les priorités de son prédécesseur. Ses déclarations brutales sont à l'évidence destinées à s'opposer prioritairement à une thalassocratie chinoise en rapide croissance, qui tend à supplanter l'hégémonie américaine partout dans le monde.

Ses propos ont déconcerté la plupart des commentateurs, qui relèvent leur violence sans toujours comprendre la logique qu'ils sous-tendent, faute de prendre le recul nécessaire à leur interprétation. Pourtant, si l'histoire ne permet pas de prédire l'avenir, elle l'éclaire.

Les annonces concernant l'acquisition du Canada, du Groenland et de Panama n'ont rien de nouveau dans la géopolitique des États-Unis d'Amérique. Afin de comprendre pourquoi elles sont récurrentes, il faut, au-delà des terres émergées, considérer les espaces océaniques attenants et les voies maritimes de communication qu'ils leur permettrait de contrôler.

C'est l'ouverture progressive de l'océan Arctique et de ses accès — avec les très lucratives nouvelles routes de communications maritimes qui y passeront à brève échéance — qui déclenche les convoitises de la Russie et de la République populaire de Chine (RPC) au risque pour les États-Unis d'en être dépossédée. Concernant le canal stratégique de Panama, percé, longtemps contrôlé puis rétrocédé par les États-Unis et à présent menacé par la présence d'entreprises chinoises notoirement duales, il nécessite d'être protégé prioritairement. Enfin, plus généralement, ce sont tous les points de passage obligés, détroits et canaux, dont l'ouverture est existentielle pour la suprématie maritime chinoise, qui doivent pouvoir être commandés par l'US Navy autant que de besoin.



L'importance géostratégique de l'océan Arctique

Le président des États-Unis, de toute évidence, veut s'opposer aux projets de la Russie et de la Chine en Arctique où elles cherchent toutes deux à commander les routes maritimes du Nord pour des raisons différentes. La première, qui n'a jamais pu atteindre les eaux chaudes durablement dans le passé, voit celles-ci venir à elle avec le réchauffement climatique, ce qui entraînera son désenclavement maritime et la possibilité de développer et d'exploiter ses oblasts septentrionaux. La seconde va également en bénéficier avec l'ouverture permanente de la route maritime du Nord-Est reliant l'Asie à l'Europe. Voie plus sûre et 30 % plus courte que celle qui est principalement utilisée aujourd'hui, laquelle passe par des détroits qu'elle ne contrôle pas dont ceux de Malacca et de Bab el-Mandeb ou le canal de Suez.

L'acquisition du Groenland et du Canada apporterait aux États-Unis leurs mers territoriales et les zones économiques exclusives (ZEE) attenantes, ce qui rééquilibrerait le partage de l'océan Arctique sur le plan géostratégique. Sur le plan économique, cela donnerait accès aux gisements d'hydrocarbures et de métaux rares qui s'y trouvent.

Avec cette lecture, les annonces du nouveau président des États-Unis, loin d'être des rodomontades, seraient plutôt l'amorce d'une stratégie maritime dans la droite ligne de celle instaurée par le président Ronald Reagan en 1984. Elle avait été, avec « l'initiative de défense stratégique », l'un des facteurs majeurs de la chute de l'Union soviétique sept ans plus tard. La similitude de la pensée géostratégique des deux présidents est encore plus marquée, avec l'annonce récente de vouloir développer un système d'armes antimissiles depuis l'espace. Le plan « Dôme de fer pour l'Amérique » du président Donald Trump a été lancé.

Le canal de Panama, la « doctrine Monroe » et le « corollaire Roosevelt »

Donald Trump s'inscrit dans la tradition d'une lignée de présidents interventionnistes. Le 2 décembre 1823, James Monroe, cinquième président des États-Unis, proclamait dans un discours au Congrès ce qui restera connu sous l'appellation de « doctrine Monroe ». Elle signifiait que les continents américains (*Western Hemisphere*) n'étaient plus ouverts à la colonisation européenne et que tout effort visant à étendre l'influence politique européenne dans le Nouveau Monde serait considéré par les États-Unis « *comme dangereux pour notre paix et notre sécurité* », une menace clairement affichée.

Le 2 septembre 1901, le très navaliste (il était l'auteur d'un livre intitulé *The Naval War of 1812*, écrit vingt ans auparavant) Théodore Roosevelt, encore vice-président et bientôt président des États-Unis (1901-1909) citait l'adage populaire suivant : « *Parlez doucement et portez un gros bâton ; vous irez loin* ». Cette diplomatie du gros bâton consistait à négocier



pacifiquement tout en disposant d'une capacité de projection de force au cas où les choses tourneraient mal.

Pendant la construction du canal de Panama, les États-Unis fomentent une révolution. Le 3 novembre 1903, un mouvement indépendantiste se révolte contre la Colombie (avec le soutien de la marine américaine). Le Panama devient un pays indépendant. L'année suivante, Roosevelt énonce ce qui restera sous l'appellation de « corollaire Roosevelt » (à la « doctrine Monroe ») qui statue que les États-Unis interviendront dans les conflits entre les pays du vieux continent et les pays d'Amérique latine pour faire respecter les revendications légitimes des puissances européennes, plutôt que de les laisser faire valoir leurs revendications directement. Il déclare que, conformément à la doctrine Monroe, les États-Unis sont en droit d'exercer un « *pouvoir de police internationale* » pour mettre fin à des troubles chroniques ou à des actes répréhensibles dans l'hémisphère occidental (les continents américains).

Si la doctrine Monroe visait à empêcher l'intervention européenne, le corollaire de Roosevelt a été utilisé pour justifier l'intervention des États-Unis dans tout l'hémisphère occidental. En 1934, le président Franklin D. Roosevelt a renoncé à l'interventionnisme et a établi sa politique de bon voisinage sur l'hémisphère. En 1977, un accord sur la zone du canal est négocié entre le Panama et les États-Unis.

Le retour d'expérience de l'opération « *Just Cause* »

La menace proférée au début de son mandat par le président Trump de reprendre le canal s'inscrit également dans une tradition expéditionnaire américaine dont le dernier épisode a été l'opération « *Just Cause* » par laquelle les forces armées américaines en ont repris le contrôle fin 1989. Sur le plan stratégique, ce passage est indispensable pour faire passer les forces de l'*US Navy* (à l'exception notable des porte-avions, trop grands pour cela) d'un océan à l'autre et de pouvoir ainsi les concentrer sur celui où leur présence est nécessaire. L'économie des moyens que permet ce passage évite de devoir doubler des ressources navales nécessairement limitées en nombre pour des raisons budgétaires. Au plan économique, il permet de relier rapidement par la voie maritime et à moindre coût les côtes Est et Ouest des États-Unis. Pour la Chine, c'est un élément important de la poursuite de l'extension dans l'hémisphère sud de la Route maritime de la soie du XXI^e siècle que son caractère dual (civil et militaire) rend menaçant.

Le 16 décembre 1989, Manuel Noriega s'est autoproclamé « *Leader maximum* » du Panama. Son mépris pour le processus démocratique, l'Organisation des États américains et les États-Unis a encouragé ses subordonnés à mener des actions violentes contre des citoyens américains. En conséquence, le président George Bush a ordonné aux forces armées américaines d'entrer au Panama afin de créer une zone sûre pour les Américains, d'assurer la sécurité du canal, de fournir un environnement stable au gouvernement librement élu d'Endara et de traduire Noriega en justice.



Le 20 décembre 1989, les forces armées américaines ont lancé un assaut de nuit contre les forces de Noriega. Vingt-sept objectifs ont été attaqués simultanément. L'opération a été menée par 28 000 hommes, ce qui assurait une supériorité numérique écrasante aux forces américaines. Il s'agissait de minimiser les pertes des deux côtés et de mettre hors d'état de nuire les Forces de défense du Panama (PDF) et leurs dirigeants le plus rapidement possible. Noriega s'est rendu aux forces américaines le 3 janvier 1990, mettant fin à l'opération **(1)**.

La zone du canal est rétrocédée au Panama en 1999. Les bâtiments de guerre américains bénéficient de la priorité de passage sur la voie navigable, conformément au traité de neutralité signé en 1977, date à laquelle les États-Unis avaient accepté de restituer le canal au Panama. Tous les navires, quels que soient leur origine, leur destination ou leur pavillon, doivent s'acquitter de péages qui varient en fonction de leur taille et de leur type.

La menace chinoise aux portes de l'Amérique

En 2025, avant son investiture, le président Trump avait proféré la menace de reprise du contrôle des États-Unis sur le canal, accusant le Panama de ne pas tenir les promesses qu'il avait faites lors du transfert définitif de la voie navigable stratégique en 1999 et de vouloir céder son exploitation à la Chine. Il s'appuie en cela sur le fait que les terminaux de Colon et de Balboa, situés à chaque extrémité du canal, sont exploités par CK Hutchinson, une société basée à Hong Kong. En réponse, le Panama a annoncé qu'il se retirerait de l'initiative chinoise de la ceinture et de la route avant que son accord actuel ne prenne fin en 2026 **(2)**.

Le sentiment de menace des États-Unis peut être justifié par la dualité civile et militaire avérée des ports contrôlés par des entreprises chinoises qui toutes relèvent du parti communiste chinois. En cas de conflit avec la Chine, la présence à proximité du canal de fortes implantations industrielles adverses constituerait un risque de sabotage avec pour conséquences sa fermeture à très long terme, si les écluses sont détruites. Dans ce cas, le lac Gatún, qui est situé au-dessus du niveau de la mer et qui permet d'alimenter en eau les écluses du canal, se viderait dans l'océan. Son remplissage par les cours d'eau qui l'irriguent demanderait de l'ordre d'une année pendant laquelle le passage serait impossible, empêchant la réunion rapide des flottes du Pacifique et de l'Atlantique. Seul le contournement par le cap Horn permettrait alors de le faire.

(1) John V. Scudder, *Talk'n Ain't Fight'n: Synchronization and the Joint Task Force Training Process*, School of Advanced Military Studies, United States Army Command and General Staff College, Fort Leavenworth, Kansas, 1994, p. 10.

(2) Le 4 mars 2025, un consortium dirigé par BlackRock a conclu un accord de principe pour l'acquisition d'actifs portuaires appartenant à CK Hutchison Holdings Limited sur le canal de Panama. L'opération, évaluée à 22,8 milliards de dollars, comprend des terminaux portuaires au Panama qui ont été au centre de tensions géopolitiques.



Pourtant, l'affirmation de Donald Trump selon laquelle le canal de Panama est essentiel pour les opérations navales des États-Unis n'est pas totalement étayée. Selon une étude récente de l'expert maritime John McCown, la marine américaine n'a effectué que cinq transits de bâtiments de guerre au cours des huit dernières années, ce qui témoigne de sa dépendance moindre à l'égard du canal (1). Il en irait cependant différemment en cas de conflit majeur en Asie. En revanche, d'un point de vue commercial, le canal de Panama reste vital pour le commerce américain, puisque 75 % des marchandises qui y transitent sont liées aux États-Unis.

La thalassocratie chinoise en ligne de mire

Le président Trump mène tambour battant un conflit économique généralisé à tous les États avec lesquels les États-Unis ont un déficit commercial important. Il est particulièrement violent en ce qui concerne l'Ukraine au prétexte que ce pays n'est pas reconnaissant de l'aide reçue sous l'administration précédente. Le président des États-Unis a pesé de tout le poids de sa fonction sur le président ukrainien en difficulté pour le contraindre à accepter une paix défavorable pour l'Ukraine avec la Russie et avantageuse pour son pays. Sur le plan géopolitique, il cherche ce faisant à acquérir au moins le non-engagement de cette grande puissance nucléaire en cas de conflit qui se profile avec la Chine, son principal adversaire économique.

Les états-majors américains professent que leurs forces armées ne peuvent gagner qu'une seule grande guerre à la fois. Il faut donc que les États-Unis parviennent à séparer la Russie de la Chine. Ce pourrait être possible en abandonnant la proie ukrainienne pour rassasier l'ours russe, un objectif que celui-ci est bien en mal d'atteindre seul. Ce faisant, la Russie recouvrerait à moindres frais l'illusion de sa grandeur passée. Associée au fait que la Chine ne veut pas nouer d'alliances contraignantes et que ces deux pays ne sont liés que par de simples partenariats, cette manœuvre devrait y contribuer.

De plus, laisser les pays européens, soutiens de l'Ukraine, seuls face à la Russie, conduirait les deux camps à se neutraliser mutuellement sur le plan militaire. Enfin, cette confrontation contribuerait à diminuer le surplus commercial des pays de l'OTAN vis-à-vis des États-Unis en les contraignant à leur acheter des armes qu'ils sont incapables de fabriquer en quantité ou en capacité suffisantes.

La fin du déploiement des forces américaines en Europe permettrait aux États-Unis de poursuivre le pivot amorcé par le président Obama et de les regrouper dans le théâtre principal qu'est l'Indopacifique. Elles le feraient sous l'égide de son parapluie nucléaire face à

(1) Mike Schuler, "Who Really Controls the Panama Canal? The Truth Behind Trump's Claims", GCaptain, 24 février 2025, [disponible ici](#).



une RPC conventionnellement puissante, mais dont les forces sont encore peu entraînées et disposant d'une moindre puissance nucléaire (1). Cette supériorité relative n'est pas acquise éternellement ; elle existe sous réserve d'intervenir sans trop tarder.

Faute de pouvoir dominer la Chine par le *hard power* économique, Les États-Unis devraient y parvenir par celui des armes. Si la supériorité des forces conventionnelles ne leur est pas garantie, les États-Unis disposent encore pendant quelques années d'une écrasante supériorité nucléaire sur la RPC seule, ce qui pourrait la dissuader de monter aux extrêmes et la pousser à rechercher un « *deal* » économique favorable à Donald Trump. La durée de la mandature d'un président américain étant courte, ce plan, s'il existe réellement, doit être déroulé rapidement. C'est ce qui semble s'annoncer.

Pour réussir face à la thalassocratie chinoise, les États-Unis doivent être en situation de combattre Pékin partout où son commerce maritime se déploie. Il leur faut pour cela pouvoir couper ses voies de communication, existentielles pour celle-ci, et contrôler les principaux détroits donnant accès à ses mers proches : mers de Chine, mer Jaune, au canal de Panama et à l'océan Arctique.

(1) Nous nous permettons de renvoyer à notre livre *Géopolitique de la Chine. Une nouvelle thalassocratie*, PUF, coll. « Géopolitiques », 2024.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications (notes, rapports, livres) sur notre site

L'EXPÉRIENCE DU LEVELLING UP AU ROYAUME-UNI
DÉCENTRALISATION, CONFIANCE ET PARADOXE RELATIONNEL (2019-2024)

MARIE LE CHEVALIER
Rapport | 28 Mars 2024

LE DANEMARK, SON STATUT INTERNATIONAL ET L'ENJEU D'UNE « EUROPE GÉOPOLITIQUE »

JEAN-SYLVESTRE MONGRENIER
Note | 29 Octobre 2024

L'UNION EUROPÉENNE AU MIROIR DE DONALD TRUMP : LE RÉVEIL OU LE DÉCLASSEMENT ?

GILLES DELATON
Note | 29 Octobre 2024

La chute du régime de Damas et la Russie : un tournant historique ?

Jean-Sylvestre Mongrenier
Note d'actualité 90
Novembre 2024

La Roumanie, un acteur ascendant au carrefour de l'Europe orientale et du bassin pontique

Alexandre Hogu
Note 71
Novembre 2024

La grande parade continue
Socialisme mental et extension sans fin du domaine de l'État

Note 59
Novembre 2024

Jean-Sylvestre Mongrenier
Françoise Thom
GÉOPOLITIQUE DE LA RUSSIE

Que sais-je ?

Écouter ne suffit pas : le harcèlement scolaire et la sanction éducative

Lyvann Vaté
Note 69
Novembre 2024

Sous la direction de
JEAN-THOMAS LESUEUR
Le souci de l'homme et du monde
Autour de l'œuvre de Chantal Delol

PUF

Trump 2024, la revanche d'une Amérique en colère

Gilles Delaton
Ponto Clés 27
Octobre 2024

Géopolitique de la CHINE
Une nouvelle thalassocratie

Hugues Eudeline
PUF

La France en quête d'une grande politique : souveraineté, solidarités occidentales et patriotisme de civilisation

Jean-Sylvestre Mongrenier
Note d'actualité 92
Juillet 2024

L'audiovisuel public français est-il pluraliste ?

Jean-Thomas Lesueur
Ayméric de Lamotte
Rapport 70
Mai 2024

Face à la violence des jeunes, comment restaurer l'autorité ?

Christian Flaviery
Note 68
Mai 2024

L'hypothèque Trump
Analyse historique de l'improbable isolationnisme américain

Jean-Sylvestre Mongrenier
Note d'actualité 91
Avril 2024

La Pologne, pilier oriental de la défense de l'Europe : continuités et opportunités

Martin Lai
Note 66
Mars 2024



Hugues Eudeline est directeur de recherche à l'Institut Thomas More. Ancien officier de marine et ingénieur, il est docteur en histoire militaire, défense et sécurité de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE, Paris), il est également breveté de l'enseignement militaire supérieur français (École supérieure de guerre navale et Cours supérieur interarmées, Paris) et américain (*Naval Command College, Newport*) et titulaire d'un *Master of Science* (Salve Regina University, Newport). Précédemment chargé de cours à Sciences Po Paris, l'ESCEM et l'ICES, conférencier, essayiste, il consacre ses recherches à la géopolitique et la géostratégie de l'océan mondial. Il est en particulier spécialiste de la Chine maritime. En 2022, il a reçu le prix de Stratégie maritime générale de l'Académie de Marine (France) et la médaille d'argent de l'Académie royale de marine suédoise, dont il est membre correspondant depuis 2013. Il est l'auteur de *Géopolitique de la Chine. Une nouvelle thalassocratie* (PUF, 2024).

Programme

Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement la provenance.

© Institut Thomas More asbl, mars 2025

